

L'ÉCLOSION

Comment Issoufou Mahamadou a monté son opération de déstabilisation du Niger...



Éditorial

Nous gagnons

Ibrahim YERO

Étonnamment, ce samedi 24 février 2024, aucune explosion de joie à Niamey à l'annonce de la levée des sanctions criminelles de la Cédéao contre le Niger. C'est avec froideur voire indifférence que nos compatriotes ont accueilli la nouvelle. En lieu et place de scènes d'allégresse, l'inquiétude s'est emparée de nombre de nos compatriotes qui craignent des actions de déstabilisation.

Pourtant, nous souffrons énormément des dites sanctions. Rien que les coupures d'électricité auxquelles il faut ajouter la difficulté à manger à sa faim, à se soigner mais aussi la pauvreté ambiante, la cherté de la vie, bref, notre vie est devenue dure, très dure depuis le 30 juillet, date de prise et d'entrée en vigueur de cette punition collective. Alors, pourquoi malgré toute cette souffrance, la bonne nouvelle n'a-t-elle pas été accueillie avec ferveur ? Une seule explication : les Nigériens ne s'apitoient plus sur leur sort encore moins leur vécu quotidien. Ils sont résolument tournés vers l'avenir, vers la prospérité de la postérité. Tant pis pour les intestins fragiles qui ne pensent qu'à leur mesquins ventres !

Suite P. 5



Lettre ouverte au Président Abdourahamane Tiani

Monsieur le Président, les Nigériens demandent justice avec une justice au service du Peuple et non des gouvernants du moment

Découverte d'armes de guerre à Niamey

EUCAP Sahel, d'une mission civile à une action de guerre

Le feu aux f...

La France et les dirigeants de la Cédéao abandonnent Mohamed Bazoum en plein vol

Lettre ouverte au Président Abdourahamane Tiani

Monsieur le Président, les Nigériens demandent justice avec une justice au service du Peuple et non des gouvernants du moment

Excellence,

Dans mes interminables réflexions sur la gouvernance et le devenir de mon très cher Pays, le Niger, j'ai fait un constat. En effet, depuis votre prise du pouvoir le 26 juillet 2023, la seule pomme de discorde ou plutôt la seule chose sur laquelle vos concitoyens doutent encore de vous est : la justice. Il s'agit précisément de votre volonté à rendre justice et à assainir l'appareil judiciaire pour le débarrasser de la soumission des magistrats, de la corruption, de la lenteur et de tous les autres maux dont il souffre et Dieu sait qu'il y'en a.

Monsieur le Président,

Si notre Pays a frôlé la catastrophe au point de vous (Fds) obliger à prendre vos responsabilités pour le sauver du naufrage certain auquel il semblait destiné, c'est en grande partie du fait du dysfonctionnement de la justice. C'est cette dernière qui a été utilisée par le régime du Pnds-Tarayya pour anéantir tous les contrepouvoirs et instaurer la dictature qui avait cours. En démocratie – je ne vous apprends rien – il n'y a pas meilleur contrepouvoir que l'Opposition politique, la société civile et la presse. Or, pendant 12 ans, l'ancien régime a utilisé la justice pour disloquer les principales forces politiques adverses. Mahamane Ousmane a perdu son CDS-Rahama par une décision de justice, le MNSD-Nassara de Seïni Oumarou a éclaté en plusieurs morceaux après des procédures judiciaires, le Moden Fa Lumana africa de Hama Amadou a vécu en crise de 2013 jusqu'au renversement du régime du Pnds-Tarayya. Bref, les procédures devant la justice ont plus fragilisé et divisé les partis politiques que régler les différends. L'illustration de la faiblesse de la

justice sous l'ancien régime se trouve certainement dans l'affaire de l'héritage de feu Mamane Abou dans laquelle le général en fuite Mahamadou Tarka Abou tentait de déshériter les enfants de son défunt frère. Dans cette affaire, un courageux juge qui a porté plainte pour tentative de corruption a vu son dossier « classé sans suite » avant que lui-même de soit affecté dans une autre juridiction pour ne plus connaître de ladite affaire.

Excellence,

Si l'on peut faire subir une telle chose à un magistrat, que ferait-on d'un judiciaire qui n'est pas militant du Syndicat autonome des magistrats du Niger (Saman) ? C'est dire que la justice, dans notre Pays, est malade, elle n'inspire aucune confiance au justiciable. La réaction souvent violente des citoyens suite à la sortie du Saman qui s'en est vertement pris à la Coldeff en dit long sur la rupture entre les citoyens et le pouvoir judiciaire.

Pour expliquer, justifier leur incapacité à répondre aux aspirations judiciaires du Peuple, les magistrats mettent généralement en avant le manque de moyens mais surtout la soumission juridique du Parquet au pouvoir exécutif. Concernant l'insuffisance des moyens, peut-on citer un seul secteur au Niger dans lequel les travailleurs ont les moyens de leur mission ? Je ne le pense pas ! D'ailleurs, malgré ces manques de moyens, l'on voit la justice très efficace dans certains dossiers où il faut rapidement régler les comptes à un acteur politique ou de la société civile qui n'est pas en odeur de sainteté avec l'exécutif. Dans ce genre de cas, les moyens ne manquent jamais pour « dire le droit ». Relativement au parquet qui est sous les ordres du ministre de la Justice, s'il faut explorer cet état de fait, force est ce-

pendant de reconnaître que cela ne suffit pas pour justifier l'inaction de la justice lorsqu'il s'agit d'affaires impliquant les gouvernants. La loi n'autorise-t-elle pas un magistrat à s'autosaisir d'une rumeur ou une quelconque information pour mener une instruction et rendre une décision ? Pourtant, aucun juge nigérien ne s'est autosaisi de l'affaire dite Mdn (Ministère de la défense nationale) malgré la polémique et l'attente forte exprimée par l'opinion publique. Au contraire, c'est même la justice qui a demandé une caution de plusieurs millions à la société civile qui voulait se porter partie civile dans cette affaire. Après, l'exécutif a instruit les banques pour refuser d'abriter le compte bancaire que les acteurs de la société civile voulaient créer pour recevoir les contributions des citoyens à la réunion de cette caution. L'on remarque que les actions combinées de la justice et de l'exécutif ont permis de freiner l'élan de la société civile dans ce dossier qui a été « réglé à l'amiable » au grand désarroi de la population. Cette population qui voulait de toute son âme que justice soit rendue contre ceux qui ont vendu des armes défectueuses à nos braves soldats les envoyant se faire massacrer par nos ennemis ; ceux qui ont détourné l'argent devant servir à notre sécurité à tous et dont les forfaitures ont provoqué drames, deuils et malheurs pour toute la Nation nigérienne.

Pour me résumer, Excellence monsieur le Président, j'en viens aux propositions. La première serait de mettre sur pied le plus rapidement possible une commission chargée de réfléchir sur les réformes de la justice. Cette commission peut réunir des magistrats, des chefs traditionnels, des religieux, des enseignants-chercheurs et des justiciables (citoyens lambda) qui ont



Ibrahim YERO
Votre humble serviteur

déjà vécu les tares de notre justice. Ensuite, puisque nous sommes en période d'exception – profitons-en alors – pour suspendre comme pour les partis politiques les activités du Saman afin d'avoir les mains libres pour mettre à l'écart les magistrats connus pour leur manque d'éthique, de conscience professionnelle, de courage et de droiture. Puis, il faut identifier les magistrats rigoureux, intègres, consciencieux et honnêtes pour leur confier les juridictions du pays en leur donnant les moyens pour accomplir la mission du service public de la justice. Il faut aussi recruter le maximum possible de nouveaux magistrats parmi les jeunes diplômés afin d'évacuer les dossiers qui s'entassaient depuis des décennies et qui, en partie, empêchent à la justice de fonctionner efficacement. Ces propositions peuvent, bien entendu, être amendées, complétées et enrichies par les professionnels et les connaisseurs du système judiciaire de notre Pays.

Pour ne pas abuser de votre précieux temps, je m'arrête là, Monsieur le Président, car le Niger a tant besoin de vous. Je prie qu'Allah veuille sur vous et vous protège contre vos ennemis apparents et cachés ; je prie Allah Le Très Haut de vous guider davantage chaque jour sur la voie du salut de notre Niger, celle du bonheur de notre beau Peuple.

À bientôt, Excellence.

Comment Issoufou Mahamadou a monté son opération de déstabilisation du Niger...

Les laboratoires de l'ancien président Issoufou Mahamadou, l'homme à l'origine de tous les malheurs de notre pays depuis plus d'une décennie, tournent à plein régime depuis quelques jours. Il a réveillé et lancé tous ses démons qui sommeillaient depuis le 26 juillet 2023. Objectif : rompre la confiance entre le Cnsp et le Peuple nigérien pour fragiliser et déstabiliser le Niger. Issoufou Mahamadou veut désormais venger son fils Abba emprisonné depuis plusieurs mois et ses amis et fidèles compagnons que sont Pierre Foumakoye Gado, Kalla Moutari et bien d'autres.

Par : **Ibrahim YERO**

La subversion

Le Père spirituel de la défunte Renaissance n'a pas eu besoin de chercher loin pour mettre à mal la stabilité du pays et la cohésion sociale. Contrairement aux français – ses amis d'hier – Issoufou Mahamadou n'a pas besoin d'introduire des armes de guerre au Niger ni même d'engager des tueurs à gage pour s'en prendre au régime du Général de brigade Abdourahmane Tiani. Il sait que la seule évocation de son nom dans les rouages de l'État suffit à briser la confiance que les Nigériens ont en leurs dirigeants militaires. Et pour asséner un coup mortel au Cnsp, Issoufou Mahamadou s'est arrangé à obtenir une invitation de l'Union africaine (Ua) pour assister au sommet sur la Zlecaf. Ce qui est un couteau à double tranchants pour le Cnsp. Refuser le voyage d'Issoufou Mahamadou sur invitation de l'Ua fera apparaître le régime de Niamey comme une dictature qui entrave la liberté d'aller et venir de ses citoyens. Ce, d'autant plus que l'ancien président n'est officiellement pas en état d'arrestation et aucune procédure judiciaire connue n'est engagée à son encontre. Logiquement, il devait donc jouir de sa liberté de voyager étant entendu qu'il n'est pas le président de la République renversé par le coup d'État du 26 juillet.

D'autre part, le laisser sortir du Pays suscitera forcément l'indignation voire la révolte de la population contre les autorités militaires en place. Il fallait donc faire le Pour et le Contre entre ne pas prêter le flanc en refusant à Issoufou de répondre à l'invitation de l'Ua et se

mettre à dos cette organisation – qui a déjà atténué sa position vis-à-vis du Niger dans son dernier communiqué public dénonçant « l'influence » de puissances « extérieures » sur la Cédéao – et le risque de mécontenter le Peuple nigérien. On l'a vu, le Cnsp a fait le choix, à ses risques et périls, de laisser l'ancien président voyager... mais dans la plus grande discrétion. Sachant que cette discrétion ne sert pas son agenda, Issoufou Mahamadou a, dans un premier temps, et à travers ses proches fait fuiter l'information. Pendant 48 à 72 heures, le débat a fait rage partout dans le Pays avec en toile de fond des « confirmations » et des « démentis » qui pleuvaient tous azimuts. Voyant que son opération de déstabilisation tournait à vau-l'eau puisque personne ne semblait détenir la vérité indiscutable, Issoufou Mahamadou s'est senti dans l'obligation de descendre lui-même dans l'arène en publiant des photos de lui audit sommet sur sa Page Facebook avec un commentaire indiquant clairement qu'il a bel et bien fait le déplacement d'Addis-Abeba.

La semaine dernière, les milieux de la presse ont constaté une parution exponentielle de publication avec pas moins d'une vingtaine de titres parus contre moins d'une dizaine ces derniers temps. Des agences de communication des Iles Maurice ont également été mises à contribution.

Tous les vieux démons ont été réveillés pour servir l'opération de déstabilisation de la transition avec un seul mot d'ordre : Issoufou est derrière Tiani et le Cnsp.

L'opération subversive ayant échoué, les laboratoires des enne-



mis internes et externes du Niger ne baissant pas les bras ont vite fait de trouver un supplétif. Ils ont publié sur les réseaux sociaux des images et commentaires tendant à faire croire qu'Issoufou Mahamadou était également, samedi dernier, à Abuja (Nigéria) à la conférence des chefs d'États et de Gouvernements de la Cédéao qui a décidé de la levée des sanctions criminelles contre le Niger. Là aussi, l'objectif est de convaincre que le Cnsp et Issoufou Mahamadou ne font qu'un. Pourquoi ?

Parce qu'ils savent que le principal talon d'Achille du Cnsp dans sa relation avec le Peuple nigérien est sa prétendue collusion avec l'ancien président Issoufou Mahamadou. La confiance que les Nigériens ont à l'égard du Général de brigade Abdourahmane Tiani serait totale s'il n'y avait pas cette suspicion entretenue à dessein par les officines du Pnds-Tarayya. Dès lors, le meilleur endroit pour frapper mortellement le régime de Niamey est de faire croire qu'Issoufou tire toujours les ficelles du régime. Et ça semble bien marcher puisque des « intellectuels » de haut niveau se font avoir par cette intoxication qui pollue l'unité retrouvée entre fils et filles du Niger.

La vengeance d'Issoufou

Certains compatriotes l'ignorent mais Issoufou Mahamadou ne pardonnera jamais au Général Tiani d'avoir mis fin à la « dynastie démocratique » qu'il a mis ses 2 man-

ats présidentiels, son temps, son énergie, son intelligence et son argent à construire pour garder le Niger entre ses mains jusqu'à sa mort. Issoufou Mahamadou ne pardonnera jamais à Tiani, qu'il estime avoir « créé » de toutes pièces, l'arrestation de son bien-aimé fils Mahamane Sani dit Abba et ses proches dont son homme à tout faire Pierre Foumakoye Gado.

En outre, l'ancien président sait que son sursis ne peut durer éternellement et qu'à un moment donné, des comptes lui seront demandés pour tout le mal qu'il a fait au Niger et à son Peuple. D'ailleurs, des rumeurs ont fait cas de l'éventualité de la levée de son immunité d'ancien président de la République. Tout cela mis ensemble, fait d'Issoufou Mahamadou un homme blessé au plus profond de son être et qui est condamné au point qu'il n'a plus rien à perdre. Son seul salut se trouverait dans une instabilité du pays qui pourrait mettre fin au régime du Cnsp et à la présidence du Général Tiani. Lorsqu'une bête est blessée et encerclée de toutes parts, elle fonce tout droit pour forcer le passage en brisant les obstacles ou se faire achever mais pas question de baisser les bras et attendre la mort certaine à laquelle elle semble condamnée. Pour ceux qui ne le savent pas, Issoufou Mahamadou est exactement dans cette situation.

Qu'Allah veille sur le Niger et les Nigériens !

Levée des sanctions contre le Niger

La France et sa CEDEAO passent une autre étape du plan de déstabilisation du SAHEL

Par : Hamidou Amadou

Le faux semblant qui fait mal et fait rebattre les cartes de la discorde, c'est d'avoir levé une grande partie des sanctions en recommandant à la fin et à nouveau la libération de Mohamed Bazoum. De la main mi-tendue au soft power par le chantage, la CEDEAO risque gros en renforçant l'idée au Niger d'avoir raison et d'avoir gagné. La première impression est que le Niger a besoin d'entrer dans ses avoirs financiers retenus à la BCEAO. Quant à Bazoum, sa libération attendra.

Pour l'heure le rapport de force est à l'avantage du Niger, donc de l'AES par l'appui et la solidarité du Mali et du Burkina Faso qui ont mis en place une défense commune en cas d'intervention militaire.

Pour ce qui est du principal sujet, le Niger est au centre des discussions au sommet d'Abuja en ce samedi 24 février 2024.

Faisons économie des détails qui sortent de cette rencontre.

Les chefs d'État des pays membres sont arrivés avec un agenda bien précis au 101 Yakubu Gowon Crescent, dans le Asokoro district, à Abuja, avant l'inauguration du nouvel immeuble dans un an.

D'Alassane Ouattara à Macky Sall, porteurs de flambeau des intérêts français dans la CEDEAO, sommés tous deux d'être présents au sommet par l'Élysée. En amont, tous les autres chefs d'État sont prévenus qu'il est question de la levée en grande partie des sanctions à l'encontre des pays de l'AES, notamment du Niger qui a plus souffert des décisions inhumaines en violation des textes. En levant les sanctions, rassurons-nous, la France a un plan B pour pacifier d'abord la sous-région. Ensuite, indépendamment de la question de soutien au terrorisme, elle utilisera les moyens légaux pour essayer d'atteindre ses objectifs.

Vous verrez dans les mois à venir, l'Union Européenne évoquera les enveloppes entourant les financements dans le cadre du « Global Gateway » en vue d'approcher les pays de l'AES. Une institution mise en place par l'Union Européenne pour concurrencer au départ les investissements chinois, afin de maintenir



sous domination les pays africains ou encore sous influence.

Ce créneau via les financements du Global Gateway fera tout pour soutenir des entreprises ou investisseurs locaux (voire de l'AES) afin de ré-introduire les canaux de corruption jusqu'à détruire les efforts de maintien des acquis de Souveraineté.

Dans l'esprit des occidentaux ou de l'europeen, inscrit sur leur babillard d'affaires : les Africains sont des gamins sous-hommes, pleurnichards, fainéants et corrompus. Tel est le contenu de la faculté de follet laissée dans les diverses lettres des écrivains français et occidentaux dans leurs bibliothèques et archives. Et les blancs qui continuent à gouverner au dépend des Africains y croient.

Vous avez bien entendu dans sa commissure atypique débordante Emmanuel Macron dire à son interlocuteur européen libre de pensée que « Le Niger nous appartient ». Alors, si le Niger appartient à la France, le cas est le même pour tous les pays du pré carré.

Puisque, selon Emmanuel Macron, le « Niger appartient à la France », pouvons-nous simplement comprendre ce qui se cache derrière le dernier sommet de la CEDEAO à Abuja ? Premièrement : dans l'immédiat la France et le Nigeria s'intéressent plus au Niger pour deux raisons distinctes :

- Le Nigeria a récemment été humilié, lors du refus de survol de l'avion transportant Svenja Schulze (juive allemande nommée par la « Petite communauté »), ministre allemande de la coopération économique. Par rapport à cette humiliation, l'Allemagne dans la nervosité diplomatique a indiqué à la France de régler au plus vite ce problème au sein de la CEDEAO. S'ajoute aux passagers des vols en provenance du Nigeria vers l'Europe d'être obligés de payer un peu plus cher leur billet d'avion en raison du détour ou contournement de l'espace aérien nigérien. Ce qui coûte cher en

kérosène. Le Nigeria, sans pouvoir contenir les contestations dans le nord, a plus hâte que le Bénin d'ouvrir sa frontière avec le Niger. Au sommet, Ahmed Tinubu a joué sa pièce de faux dévot à hypocrite.

- La France a aussi plus que hâte que tout autre pays occidental à renouer avec le Niger pour des raisons économiques et géostratégiques dont l'uranium, ressource stratégique qu'elle vend aux autres pays européens à coûts concurrentiels à la faveur naïve et impuissante du Peuple ou gouvernement nigérien.

Tout ce qui est dit jusqu'ici dans les médias et écrits est faux s'agissant du minima des besoins français de l'uranium nigérien. La France ne dira pas jamais ouvertement ce qu'elle vole et comment procède-t-elle pour balancer les chiffres d'exploitation du minéral.

Pour s'en convaincre, au lendemain du coup d'État du 26 juillet 2023, la France détient une réserve en uranium enrichi sur dix ans. Mais dès que le Niger a désormais décidé de vendre son uranium au prix du marché (en le nationalisant pour bientôt), la France est perdue dans ses calculs de manque à gagner dans les prévisions budgétaires. Car, sans l'avouer aux consommateurs français, le coût de l'énergie ne fait qu'augmenter pour les habituer bon gré mal gré aux coûts désormais à leur juste valeur. Elle atteste aux consommateurs français que le prix de l'uranium a augmenté sans jamais insinuer du volet des réserves nationales stratégiques puisées presque gratuitement au Niger. La stratégie énergétique en France est aujourd'hui devenue un calvaire pour l'Élysée qui refuse de comprendre et d'accepter la révolution des pays de l'AES.

Le Niger, le Burkina Faso et le Mali n'ont qu'à tenir bon. La France et la « Petite communauté » viendront présenter leurs excuses avec le poignard sous la soutane liturgique. Les pays de l'AES ont compris et ne se laisseront pas faire ni se faire avoir dorénavant, espérons-le.

En effet, pour tout dire, c'est le sujet des besoins de l'uranium nigérien qui fait courir la France, qui ne vou-

drait pas le laisser traiter avec d'autres partenaires tel qu'en exemple l'Iran. Et elle est persuadée à la longue qu'elle serait en mesure de renverser la situation avec son réseau dormant de la françAfrique.

Mais, il se trouve que le Niger faisant partie de l'AES avec des ratifications de mesures communes dans les diverses conventions à venir, n'a d'autre choix que se voir dans l'obligation de résister et de s'imposer dans ses nouveaux deals avec la France ou autres partenaires. Comme quoi, l'union fait la force, dit-on.

Alors, ce sommet de la CEDEAO à Abuja n'est rien d'autre qu'une assignation à reconnaître que la France a un intérêt particulier vis-à-vis du Niger : celle de la géostratégie énergétique et aussi des intérêts du Nigeria qui n'a pas le choix à se réconcilier vu la privation de survol de l'espace aérien nigérien.

Ce qui reste à faire est l'éducation des masses, à faire comprendre par tous les canaux possibles que dans l'espace AES, le Niger, le Burkina et le Mali représentent un enjeu majeur stratégique tant en ressources minières qu'en espace aérien pour la France (ce dernier volet est aussi capital pour les pays de la CEDEAO du littoral atlantique).

Enfin, tous les pays de la CEDEAO réunis à Abuja, même ceux contraints par la France, savent que la déstabilisation de leur pays par les terroristes est une question commune qui passe nécessairement par les pays de l'AES. Dans l'esprit et le cœur des chefs d'État communément appelés « sous-préfets », ils sont à la merci des pays de l'AES qui servent de barrière, d'arrière-garde dans la lutte contre le terrorisme. Ils savent qu'ils doivent beaucoup aux pays sahéliens qui sont en première ligne. Ce qui serait un atout dans les nouveaux rounds de négociation au cas par cas avec les pays au sud dans la CEDEAO.

Qu'il en soit ainsi, que les pays de l'AES tiennent bon et soient bénis de Dieu vers des jours et des années meilleurs pour leur peuple !!!

Découverte d'armes de guerre à Niamey

EUCAP Sahel, d'une mission civile à une action de guerre

Par : Ibrahim YERO

Le lundi 19 février 2024, une importante quantité de matériels de guerre a été découvert dans une maison à la périphérie de Niamey et dans les locaux de la mission civile de l'Union européenne Eucap Sahel Niger. Selon un compte rendu des renseignements nigériens qui circule sur les réseaux sociaux qui se recoupe avec les informations données par la télévision nationale, « Une importante quantité de matériels.x. Armements.x. Munitions et équipements militaires ont été convoyés d'Agadez à Eucap Sahel par un ancien colonel français.x. » A la suite de ces renseignements, « Deux équipes dont une de la Gendarmerie et l'autre de la Police Nationale .x. Dirigées par Le Commandant de la Section de Recherches de Gendarmerie de Niamey.x. Se sont transportées au siège de l' Eucap Sahel .x. Sis au quartier Plateau de Niamey pour y effectuer une perquisition.x. A l'arrivée les équipes ont été reçues par les sieurs Brino Hotire .x. Chef de département sécurité et Myriam Meddeb chef Administratif à Eucap Sahel .x. »

A l'issue de la perquisition, il a été découvert : 04 drones, 20 fusils Oberland et leurs 438 chargeurs, 25



pistolets automatiques Clock et leur 88 chargeurs, 24 mallettes de transport PA (pistolet automatique), 12 cartons de 1000 cartouches de 22,3 m/m chacun soit 12 000 cartouches, 53 cartons de mille (1000) cartouches pour fusil chacun soit 53 000 cartouches, 01 appareil Thuraya, 02 paires de jumelles, 56 viseurs pour fusil, 170 gilets par balle, 111 casques lourds militaires, 05 marteaux masse, 02 boucliers blindés et 07 Tentes de camouflage, entre autres.

Un véritable arsenal de guerre capable de plonger n'importe quel pays dans une guérilla urbaine difficile à contrôler. Le plus grave, depuis jeudi 22 février que l'information a été rendu publique,

nous n'avons enregistré aucune réaction d'Eucap Sahel Niger ni même de l'Union européenne. Ce qui veut dire qu'ils se savent en très mauvaise posture et par conséquent mieux maintenant pourquoi le Cnsp et le gouvernement de transition avaient dénoncé les Accords qui liaient notre Pays à Eucap Sahel. Cette mission prétendument civile s'est révélée un soutien aux terroristes qui nous tuent depuis plus d'une décennie. Installé au Niger en 2012, la mission d'Eucap Sahel qui se voulait civile n'a aucune raison de détenir des armes de guerre si ce n'est pour déstabiliser le Niger en tentant d'armer des mercenaires pour attaquer la prési-

dence de la République afin de changer le régime du Cnsp.

Dans la foulée de ces perquisitions, il a même été découverts des lance-roquettes antichars. Quelques jours plus tôt, c'est à Tesker, région de Zinder, que des mines antichars et des missiles anti-aériens ont été saisis.

C'est dire que la déstabilisation de notre Pays promise par la France et ses alliés tentera par tous les moyens possibles de nous ébranler. Mais avec l'aide de Dieu, la détermination du Cnsp, du gouvernement et de nos Fds ainsi que l'engagement de notre peuple, nous arriverons à bout de toutes ces tentatives d'agression.

L'ÉCLOSION

Suite de l'éditorial

Il n'y a aucun doute possible : la fin des sanctions est une bouffée d'oxygène pour le Peuple nigérien tout entier. Depuis 7 mois, les banques commerciales ont frôlé la catastrophe, l'économie s'est ramollie, la pauvreté s'est généralisée, la vie quotidienne est devenue presque intenable, les entreprises roulent difficilement pendant que d'autres ont fait faillite, les arriérés de salaires se multiplient dans le privé. Mais rien de tout ça n'a pu avoir raison de la dignité, de la fierté du Nigérien que nous sommes. Nous avons soufferts et continuons de souffrir mais personne ne nous a entendu gémir ni même pleurnicher contrairement à ceux qui nous ont imposé cette punition collective à

cause de nos choix internes. « **Si vous voulez arrêter cette souffrance, chassez le Cnsp du pouvoir** », semblait nous dire la France et sa Cédéao. « **Nous préférons mourir dans la conquête de notre dignité et notre souveraineté que de vivre avec les chaînes que nos nouvelles autorités militaires viennent de défaire** », a répondu le brave Peuple nigérien.

Et paf ! la résilience a payé, c'est la Cédéao elle-même qui est revenue sur ses décisions sans obtenir ne serait-ce que la libération du protégé de la France Mohamed Bazoum. Comme quoi, personne ne peut imposer sa volonté à un Peuple fier, uni et déterminé. C'est en tout cas la principale leçon que nous tirons de ce bras de fer mortel

pour lequel on nous a fait payer un lourd tribut mais que nous avons finalement remporté avec fierté et dignité.

Aujourd'hui, les paroles qui sortent de la bouche des Nigériens qui s'expriment sur la levée des sanctions est la suivante : « **c'est un non-événement, nous ne sommes plus membres de la Cédéao, nous sommes des citoyens de l'Alliance des États du Sahel (Aes)** ». Comment une Alliance née le 16 septembre 2023 seulement, il y'a donc tout juste 5 petits mois peut-elle être préférée à une Communauté à laquelle notre Pays a appartenu pendant 49 ans et en est même membre fondateur à sa création en 1975 ? C'est une preuve supplémentaire que les Nigériens ne pensent plus qu'à leur

avenir, celui de leurs enfants et descendants auxquels ils sont prêts à tout pour laisser un pays prospère et respecté dans le monde comme du reste nos parents et grands-parents s'étaient battus pour nous laisser en héritage un Niger indépendant.

Si les Occidentaux (USA et Europe) ainsi que de grandes nations comme la Russie, la Chine et bien d'autres pays émergents sont devenus des puissances mondiales, c'est bien parce que certains d'entre eux s'étaient sacrifiés pour que d'autres vivent bien. Eh ben, maintenant que nous avons des autorités soucieuses des intérêts et du progrès de notre beau Pays, aucune menace, aucune sanction ne nous fera reculer dans la construction de notre Niger.

Ukraine : les véritables origines de la guerre

Oleg Nesterenko est Président du Centre de Commerce et d'Industrie Européen (CCIE). Il est, entre autres, spécialiste de la Russie et ancien professeur auprès des masters des Grandes Ecoles de Commerce de Paris. Il est l'auteur de cet article que nous vous proposons de découvrir en plusieurs parties dans nos parutions. Dans une analyse sans complaisance, Oleg Nesterenko qui connaît bien les relations entre l'Europe, la Russie et les USA nous aide à comprendre les véritables enjeux de la guerre destructrice en Ukraine entretenue par les puissances occidentales au détriment du monde entier qui vit les conséquences directement ou indirectement.

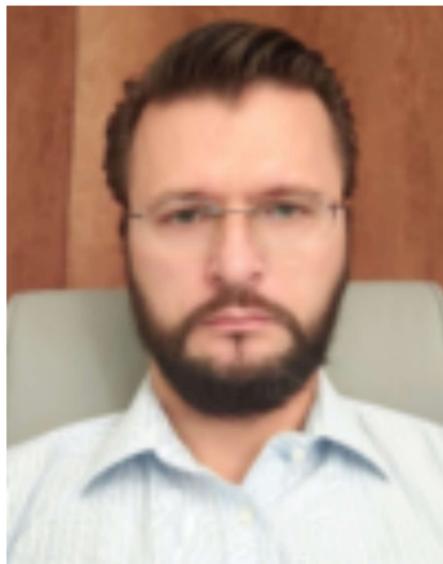
Un danger existentiel

Ceci étant, les Américains sont parfaitement conscients qu'à long terme, les processus en marche représentent bien un danger existentiel et, vu l'expérience des dernières décennies, il est inconcevable que les Etats-Unis n'entreprennent pas une frappe ou des frappes préventives stratégiques contre les auteurs de la nouvelle menace.

Le travail de longue haleine réalisé par les américains en Ukraine, afin d'y instaurer le régime politique ultra-nationaliste russophobe et d'y développer l'intégralité des éléments nécessaires à la mise de la Russie en situation de l'impossibilité de ne pas entrer en guerre, est le même travail de provocation que les USA sont en train de réaliser en Asie du sud-est vis-à-vis de Taïwan, en sabotant les espoirs d'une réunification pacifique dans le cadre de la politique de Pékin d'une seule Chine, afin que les chinois l'attaquent militairement – ce qui sera en soi la réalisation d'une frappe stratégique américaine.

Le scénario est globalement similaire à celui du sabotage des accords de Minsk-II, ce qui a été l'élément clé du déclenchement de « l'agression » russe.

Avec Taïwan comme l'outil, la provocation d'une « agression injustifiée » des chinois aurait pour objectif primaire le déclenchement des sanctions massives de l'occident collectif qui devront faire écrouler l'économie du principal concurrent américain. Ceci est de même avec l'Ukraine comme l'outil qui a déjà fait ébranler l'économie de son second grand concurrent – l'Union Européenne – par la privation de son industrie de l'alimentation en énergie russe.



L'un des éléments clés des sanctions prévues ne sera, certainement pas, une « contre-attaque » synchronisée de la coalition transatlantique, vu une réticence croissante de la vieille Europe trop éprouvée par le conflit ukrainien et trop dépendante des échanges économiques sino-européens, mais, fort probablement, le blocus énergétique de la Chine mené directement par les américains en bloquant le détroit de Malacca, dont la Chine dépend à 2/3 au niveau de ses importations de pétrole et de GNL.

Avec la guerre en Ukraine, les sanctions collectives occidentales contre la Russie ont dû jouer un rôle clé pour faire effondrer l'économie russe, afin qu'au moment du conflit futur face à la Chine elle ne pourra pas se permettre le soutien significatif de son partenaire stratégique chinois : fournir à la Chine l'énergie par la voie terrestre sous la menace de nouvelles sanctions que le pays, dont l'économie est sensée être mise à genoux, ne serait pas en mesure de supporter d'avantage.

Le plan primaire qui a dû fonctionner contre la Russie en quelques mois a totalement échoué à cause des éléments que les premiers mois de la guerre en Ukraine ont démontrés. L'action américaine a été donc fondamentalement revue et se base, dorénavant, sur la stratégie de l'usure à long terme.

La guerre des Etats-Unis contre la Chine, est-elle pour demain ?

Ayant aujourd'hui la guerre contre la « base arrière » énergétique, militaire et alimentaire de la Chine qui est la Russie, les importantes hostilités contre la Chine devraient être déclenchées à court ou moyen terme, avant que les Russes ne soient rétablis de l'affaiblissement prévu causé par le conflit ukrainien.

Mais, sans même la prise en compte

de l'élément imprévu de la persistance de la résistance de l'économie russe au choc des sanctions, malgré la rhétorique belliqueuse de Washington sur la concentration des efforts pour mener les hostilités contre la Russie et la Chine simultanément, l'analyse de la planification de la défense américaine démontre qu'elle ne le permet, tout simplement pas, pour des raisons structurelles.

En 2015, la Pentagone a revu sa doctrine sur la capacité à mener deux grandes guerres simultanément, qui a dominé durant la guerre froide et jusqu'à l'année en question, au bénéfice de la concentration des moyens, afin d'assurer sa victoire dans un seul conflit majeur.

Par ailleurs, si dans les huit premiers mois de la guerre en Ukraine, les Etats-Unis ont investi plus de 20 milliards de dollars pour la faire perdurer et ont envoyé vers l'Europe un supplément de 20.000 soldats, en plus du contingent déjà présent sur le vieux continent ; en ce qui concerne le soutien de Taïwan face à la Chine, dans la même période les sénateurs américains ont seulement discutés les aides à hauteur de 10 milliards de dollars pour les 5 années à venir. C'est-à-dire des aides 2 fois inférieures à celles que l'Ukraine a perçu rien qu'au début de guerre.

Il est donc très hautement improbable que le déclenchement du conflit armé en Asie du Pacifique, du côté américain, ait lieu avant la cessation complète de la guerre en Ukraine. Sauf si c'est la Chine qui prend des initiatives, étant consciente de l'affaiblissement militaire ponctuel de son rival.

En attendant, vu la synergie sino-russe qui se reflète dans la formule chinoise « le partenariat avec la Russie n'a aucune limite », la grande volonté de « neutraliser » la Russie avant la guerre de Chine fait partie intégrante de la nouvelle doctrine qui domine les forces armées américaines depuis sept ans.

Seule la politique étrangère américaine très agressive appuyée par la domination militaire et monétaire mondiale permettent aux États-Unis d'Amérique d'occuper aujourd'hui les positions qui sont les siennes.

Tout autre état ayant perpétré ne serait-ce qu'une partie infime des exactions énumérées, non exhaustive, sur ces pages - serait classé par la « communauté internationale » réunie autour des USA en tant qu'un état criminel, un paria, et serait soumis à

des embargos « légitimes » bien plus graves que ceux de la Corée du Nord, de l'Iran et de Cuba réunis.

L'Ukraine en tant qu'outil périssable

Une des raisons principales pourquoi le cours des événements n'a pas été orienté au déclenchement des hostilités russo-ukrainiennes des années auparavant, encore sous la présidence de Barak Obama, dans la période de 2014-2017, réside dans la ligne conductrice de la Maison Blanche de cette époque qui était basée sur le postulat : la domination de l'Ukraine face à la Russie n'est pas un élément existentiel pour les USA.

Depuis Obama, la politique américaine a connu des mutations, mais, malgré les diverses déclarations, sa ligne conductrice vis-à-vis de l'Ukraine n'a nullement changé.

L'Ukraine n'est utilisé qu'en tant qu'outil périssable de l'affaiblissement de la puissance russe, comme un pays-mercenaire de l'Otan, au moins pour la période de la confrontation future avec la Chine et, parallèlement, de la réduction au minimum des relations économiques entre la Russie et l'Europe.

Au moment venu quand le pouvoir américain considérera que le « retour sur investissement » dans la guerre en Ukraine est suffisant ou bien quand il fera le constat que la probabilité à attendre le seuil de satisfaction est trop faible – il abandonnera le régime de Kiev. Abandonnera de la même manière qu'est le régime afghan de Ghani a été abandonné et les kurdes en Irak et en Syrie ont été abandonnés après avoir accomplis, partiellement, les missions qui leurs ont été attribuées par l'Amérique, contre la promesse de la création d'un état kurde. La promesse qui n'engageait que ceux qui l'écoutaient.

De ce fait, et vu que malgré la pression des sanctions occidentales sans précédent la Russie dispose toujours de finances publiques saines, dette négligeable, balance commerciale excédentaire et aucun déficit budgétaire - le conflit en Ukraine ne peut ne pas être importé par les Russes, dans une forme ou une autre.

De plus que, élément fondamental : pour la Fédération de Russie ceci est un élément existentiel ; pour les Etats-Unis d'Amérique, comme déjà mentionné, il ne l'est pas.

Le feu aux f...

La France et les dirigeants de la Cédéao abandonnent Mohamed Bazoum en plein vol

Par : A. Razak Harouna

A éviter de commettre l'irréparable, les sages diront de ne pas prendre de décision quand on est en colère. Après la prise du pouvoir au Niger par les militaires, le 26 juillet 2023, les dirigeants de la Cédéao ont imposé de lourdes sanctions au Niger afin de forcer les nouvelles autorités du pays à rétablir l'ordre constitutionnel. Depuis lors, la Cédéao a laissé les nigériens à leur sort, et à chaque fois que le peuple nigérien espère une suite favorable, à l'issue des différents sommets, tels des scolaires, les dirigeants de la Cédéao reconduisent « leur mot d'ordre jusqu'à satisfaction ». Après 8 mois, les chefs d'Etat de la Cédéao ont compris que la mission qu'ils se sont assignée paraît « impossible », c'est pourquoi ils ont décidé de lever les sanctions infligées à l'encontre du Niger. A les croire sur parole, les dirigeants de la Cédéao diront que c'est par pitié et par compassion au peuple nigérien que les sanctions ont été levées. Mais, en vérité, Tinubu et ses confrères n'ont pas pu échapper au miroir de la vie qui reflète toujours nos actes et nos intentions. Et, en effet, le malheur souhaité aux nigériens, l'enfer dans lequel on a voulu plonger les nigériens s'est reflété typiquement dans certains pays membres de la Cédéao.

C'est pourquoi avant de poser un acte, il faut toujours songer aux conséquences. Patrice Talon ne savait pas que la suspension du port de Cotonou entraînera des consé-

quences aussi désastreuses qu'impactant fortement l'économie de son pays. Ils sont nombreux les innocents citoyens béninois à être victimes de la souffrance causée et entretenue par les dirigeants de la Cédéao.

Le Nigéria voisin en sait également quelque chose par rapport à la fermeture des frontières avec le Niger. Tinubu serait plus respectable et honorable si avant de trancher les décisions de sanctions à l'encontre du Niger, il avait trouvé une alternative pour son peuple ou que la Cédéao ait pris des dispositions afin de mettre son peuple à l'abri des éventuelles conséquences. Hélas, cela a été loin d'être le cas. Là aussi (au Nigéria), beaucoup d'innocents ont subi le coup de la mauvaise gestion.

Le retrait des États de l'Aes de la Cédéao a également fait trembler l'institution, mettant mal à l'aise ses dirigeants. Ce, du fait que l'organisation sous régionale se sent de plus en plus fragilisée, en ce que les États membres s'entraident, chaque pays importe. C'est d'ailleurs pourquoi la Cédéao veut réconcilier avec les États de l'Aes afin de les intégrer à nouveau. La preuve est qu'après leur retrait, la Cédéao a plaidé pour une négociation à travers un communiqué. Et la meilleure manière de négocier avec quelqu'un, c'est de lui donner ce qu'il souhaite. La Cédéao pense qu'en levant les sanctions contre le Niger, les pays du Liptako-Gourma seraient plus favorables pour une éventuelle réconciliation.

Au regard de ce qui précède, les di-

rigéants de la Cédéao n'ont pas le choix que de lever les sanctions contre le Niger. Cela, pas seulement pour l'intérêt du Niger, mais bien également pour leurs propres intérêts, pour le bonheur de leurs peuples.

C'est d'ailleurs pourquoi eux, qui faisaient de la libération de Bazoum une condition infranchissable pour lever les sanctions ont fini par abandonner ce préalable pour seulement recommander cette libération. Or, on se rappelle des propos arrogants du président français Emmanuel Macron qui disait qu'il n'y aura pas de négociation avant la libération de son protégé Bazoum. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de négociation mais de levée avec effet immédiat des sanctions. Comme dans l'affaire du retrait de ses soldats et de son ambassadeur, la France est encore une fois de plus vaincue par le Niger dans un bras de fer. Le pauvre Mohamed Bazoum qui n'avait pas compris que les États n'ont pas d'amis mais seulement des intérêts doit être en train de ruminer sa colère dans sa prison dorée du palais présidentiel. Comme à son habitude chaque fois que ses intérêts le commandent, la France vient de l'abandonner « en plein vol » comme dirait Choguel Maïga à son triste sort. Lui qui avait demandé et espéré que son Pays, le Niger, soit bombardé par la France pour le réinstaller dans son fauteuil présidentiel. Quel triste sort pour un homme à qui son pays à tout donné !

Positivons...

Malgré la mauvaise intention qu'ont fait montre les dirigeants de la Cédéao, la levée des sanctions contre le Niger est d'une importante capitale. Certes, les nigériens ont fait preuve d'une résilience remarquable au cours de ces 8 mois sous embargo, mais reconnaissons-le, ils sont nombreux les chefs de famille à être en chômage technique, à cause de la fermeture des frontières. La misère s'est invitée dans plusieurs maisons. Grâce à cette décision, nous espérons que les gens puissent retrouver le sourire, en renouant avec leur gagne-pain quotidien. Que les gens fassent preuve de bonne foi « de ne pas répondre au mal par le mal » car après tout, que le Niger fasse partie ou non de la Cédéao, les États voisins sont dépendants les uns des autres, et les liens de fraternité qui les unissent, existent bien avant la naissance de la Cédéao. Ce n'est donc pas des dirigeants passagers qui vont couper ces liens.

Disons par exemple que nos frontières avec le Nigéria soient strictement fermées, c'est tout naturellement que des milliers de nigériens souffrent, bien qu'il y aura de la réciprocité. Il faudrait mieux aller de l'avant, renouer avec nos liens de fraternité et que la vie reprenne son cours normal. Les gens doivent savoir que si le Nigéria souffre, ce n'est pas Tinubu mais plutôt le peuple frère du Nigéria. C'est pareil pour le Bénin et les autres pays membres.

Espérons que cela puisse être le meilleur et que les peuples puissent retrouver le bonheur. Amine.

Coopération Niger-Iran

L'énergie, au centre des préoccupations

Par : A. Razak Harouna

En visite de travail au Niger, une délégation iranienne conduite par Mehdi Safari, vice-ministre iranien des Affaires étrangères a été reçue en audience

par le Premier ministre, Ali Mahaman Lamine Zeine. C'était en présence de plusieurs membres du gouvernement dont le ministre des Affaires étrangères, celui du Pétrole et la nouvelle ministre de l'Énergie. Il s'agit pour la délégation

de l'Iran, à travers ladite audience, de rendre compte au Premier ministre des sujets développés au cours de leur séjour.

L'occasion saisie par Mehdi Safari, vice-ministre iranien des Affaires étrangères, chargé des affaires éco-

nomiques pour se prononcer : « le séjour de 3 jours de ma délégation dans le pays frère, ami et révolutionnaire du Niger m'a donné l'occasion d'avoir différentes réunions avec les responsables nigériens dans différents ...

Suite P. 8

Sport

Dosso devient une ville olympique grâce à un joyau offert par le COSNI

Par : Baba ALPHA

La ville de Dosso dispose désormais d'un complexe « Olympafrica » construit par le Comité Olympique et Sportif du Niger sur financement de l'Association des Comités Nationaux Olympiques de l'Afrique (ACNOA). L'infrastructure sportive inaugurée le 20 février dernier à Dosso par le ministre en charge de la Jeunesse et des Sports est bâtie sur une superficie de 8 hectares, porte le nom du président du COSNI en l'occurrence Elh Idé Issaka.

Ce joyau qui aura coûté un peu plus 110 millions de nos francs est composé d'un bloc administratif flamboyant neuf et des aires de jeu pour plusieurs disciplines sportives dont entre autres, un terrain de football, des terrains de volleyball, handball et basketball, une arène et des espaces pour le judo et le taekwondo en plus de la piste d'athlétisme.

Le premier responsable du sport nigérien, le Colonel Major Abdourahamane Amadou a félicité le COSNI et son Président pour la



réalisation de cette œuvre gigantesque qui offre à la jeunesse dossoise un cadre d'épanouissement, d'encadrement et de renforcement

de la cohésion sociale et ce, conformément à la vision et aux aspirations d'une jeunesse patriotique et active, prôner par le Conseil Natio-



nal pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) et le Chef de l'État, le Général de brigade Abdourahamane TIANI.

A son tour le président du Comité Olympique et Sportif du Niger, Elh IDE ISSAKA a invité les acteurs et les sportifs de la ville de Dosso à une utilisation rationnelle de l'infrastructure afin qu'elle soit viable et productrice de sportifs de haut niveau, capables de représenter dignement la région et le pays à des grandes compétitions nationales et internationales.

Dosso, faut-il le rappeler, est une grande ville de sportifs ayant marqué des années durant le sport nigérien. Le complexe olympafrica IDE ISSAKA vient ainsi récompenser des années de labeur et encourager les techniciens et pratiquants sportifs de cette contrée de notre vaste pays à plus d'ardeur et de don de soi pour hisser haut le flambeau de notre sport.

Suite de la page 7

domaines particulièrement dans le domaine de l'énergie, l'électricité, le médicament, des équipements médicaux, mais aussi dans le domaine des transports vaporisé, aérien et routier », a-t-il déclaré « Nous avons eu des discussions dans le domaine de l'agriculture. Nous avons évalué les capacités du Niger dans la production de la viande et nous avons pensé à avoir le mécanisme qui nous permettrait d'apporter la viande nigérienne vers l'Iran, mais notre pays aussi a beaucoup de potentiels et de capacités dans différents domaines, dans le domaine médical avec la biotechnologie et lanatechnologie. En ce qui concerne l'infrastructure aussi, j'ai eu rendez-vous avec le ministre de l'habitat et le ministre des transports et des équipements, il est convenu que différents projets soient exécutés par les experts iraniens », a précisé M. Safari. D'après le vice ministère iranien



aux Affaires étrangères, des domaines tels que l'habitat, le transport, l'énergie, l'agriculture, le pétrole, et bon nombre de projets ont été envisagés. « Nous espérons que bientôt ils seront mis en exécution de manière mutuelle. Mais, pour l'instant ce qui est prioritaire, c'est la question de l'énergie et de l'électricité. Nous allons commencer l'installation de certaines centrales et nous espérons que le peuple nigérien va expérimenter les effets jusqu'à l'arrivée du mois de



ramadan », a-t-il souhaité. Cette coopération avec l'Iran vient à point nommé, en ce que malgré les efforts consentis par des agents de la Nigelec, le Niger peine toujours à trouver son indépendance énergétique. La centrale thermique Gorou banda assure de son mieux mais cela n'est toujours pas assez pour couvrir le besoin énergétique du pays, particulièrement celui la capitale.

L'ÉCLOSION

Siège social : quartier Dan Gao, dans la rue en face du bar Canon à 200 mètres

Email : leclousionniger@yahoo.com

Fondateur / Directeur de publication

Ibrahim A. YERO

Tel : 90 06 78 46

Service commercial

96 27 01 96

Conception & Presse

L'ÉCLOSION

Tirage 1000 exemplaires